

# Étude sur les défis et les besoins économiques du secteur québécois des arts et des lettres

Sommaire du rapport final | janvier 2008

**Présenté au Mouvement pour les arts et les lettres**



**CONSEIL EN MANAGEMENT, STRATÉGIE ET ÉCONOMIE**  
6925, 9<sup>e</sup> Avenue, Montréal (Québec) Canada H1Y 2L1  
administration@ds2007.ca 514.509.1143

---

## SOMMAIRE

### Des conditions d'exercice toujours précaires

Le secteur des arts et des lettres doit composer avec des défis de taille : la situation précaire de nombreux artistes et organismes artistiques sur l'ensemble du territoire québécois est l'un des plus préoccupants. En fait, l'effervescence du secteur repose actuellement sur l'indigence de ses principaux protagonistes. Ainsi, bien que détenant un niveau de scolarité et de formation en général plus élevé que l'ensemble de la population active au Canada, les revenus des artistes professionnels demeurent nettement inférieurs, ne dépassent pas pour la majorité des professions 17 000 \$. De plus, malgré un accroissement du niveau de financement public du secteur, principalement via les crédits dévolus au Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ)<sup>1</sup>, les cachets et les droits versés aux créateurs et aux artistes ainsi que les niveaux de rémunération offerts aux différents professionnels et travailleurs culturels par les organisations soutenues par le CALQ, sont demeurés en deçà de la valeur du travail fourni.

### Un financement public insuffisant

Le budget du CALQ consacré aux bourses et aux subventions est passé de 36,6 millions \$ au moment de sa création en 1994 à 71 millions \$ pour le dernier exercice complété : 2006-2007. En apparence, ce budget a pratiquement doublé en plus de 10 ans. Toutefois, ce calcul ne tient pas en compte l'augmentation du coût de la vie. L'indexation du budget du CALQ réduit considérablement la croissance réelle des fonds disponibles pour les artistes et les organismes ; au lieu de 94 %, ils ont plutôt crû de 54 % entre 1994 et 2007.

Depuis sa création, le nombre total de demandes traitées par le CALQ a pratiquement doublé. Les chiffres disponibles montrent qu'entre 1998-1999 et 2006-2007, le nombre de bourses octroyées par le CALQ a crû lentement passant de 804 à 1 166, tandis que le montant moyen de la bourse a augmenté à un rythme encore plus faible passant de 6 225 \$ à 7 903 \$<sup>2</sup>. À ce compte, les coûts importants de production que doivent assumer les artistes rendent souvent nécessaire l'amputation des frais de subsistance prévus aux bourses. Soulignons que les montants fixés pour ces frais de subsistance n'ont pas été indexés au coût de la vie depuis de nombreuses années.

Entre temps, pour les organismes, l'accès à un soutien financier au fonctionnement se fait au compte-gouttes. Alors que 272 organismes étaient soutenus au fonctionnement en 1998-1999 par le CALQ, ils étaient 341 lors du dernier exercice, ce qui correspond à l'équivalent de l'intégration de huit organismes par an dans dix secteurs et disciplines artistiques que couvre le CALQ. Donc, moins d'un nouvel entrant par discipline ou secteur par an.

Le soutien moyen accordé au fonctionnement à 329 organismes est demeuré le même depuis les trois dernières années. Il s'établissait à 152 328 \$ en 2006-2007. Ce soutien moyen est toutefois établi à partir de données agglomérées intégrant quelques grands organismes<sup>3</sup> — des institutions —, qui reçoivent un soutien plus important. À titre

<sup>1</sup> Voir secteur 4.1 sur l'évolution du budget du CALQ depuis sa création en 1994.

<sup>2</sup> Données établies à partir des informations contenues dans les rapports annuels du CALQ.

<sup>3</sup> Les grands organismes identifiés par le CALQ dans le document *Impact des sommes additionnelles au Conseil des arts et des lettres du Québec sur les conditions de création, de production et de diffusion*, Constats du CALQ, Numéro 7, Juin 2004, p.8, sont les Grands Ballets canadiens, l'Orchestre symphonique de Montréal, l'Orchestre symphonique de Québec, l'Opéra de Montréal et le Théâtre du Nouveau Monde.

## Étude sur les défis et les besoins économiques du secteur québécois des arts et des lettres

Sommaire du rapport final | janvier 2008

d'exemple, en 2003-2004, l'aide au fonctionnement pour cinq grands organismes totalisait 11,8 millions \$, soit le quart du montant global octroyé aux 329 organismes pour soutenir leur fonctionnement. Soulignons cependant que bien que le soutien à ces institutions paraisse important, il ne suffit actuellement pas à combler leurs besoins financiers.

### **Le financement public, un levier financier essentiel**

Que ce soit un financement au fonctionnement ou au projet, la majorité des organisations artistiques soutenues par le CALQ, sont de petite taille : 73 % ont des revenus inférieurs à 250 000 \$. De plus, bien que les organismes fassent des pieds et des mains pour éviter de produire un état financier annuel déficitaire, près de la moitié des organismes soutenus par le CALQ présentent un déficit d'exploitation<sup>4</sup>.

L'état de leur financement empêche un grand nombre d'organismes de se doter d'une structure permettant l'instauration de leviers de consolidation et de développement durables tant sur le plan des activités que sur celui du financement. Il est difficile pour une majorité d'entre eux d'atteindre un niveau d'activités leur permettant de se positionner favorablement pour générer des revenus autonomes — revenus d'exploitation et de sources privées. Les derniers chiffres disponibles établissent la part des contributions privées — mécénat et commandites — pour les organismes soutenus par le CALQ à 13,5 %<sup>5</sup>. Ainsi, pour la majorité des organismes du secteur des arts et des lettres, faute de ressources, le financement privé est difficilement accessible. En 2006-2007, seuls 30 des 535<sup>6</sup> organismes recevant une aide financière du CALQ, toutes formes confondues, ont pu bénéficier de subventions de contrepartie offertes par le programme Placements Culture, soit à peine 5,6 %.

L'investissement public a des effets multiplicateurs significatifs, voire essentiels pour les organismes en termes de financement. Par exemple, pour chaque dollar investi par le CALQ, quatre dollars sont générés par l'organisme artistique en termes de revenus<sup>7</sup>.

### **40 millions \$ supplémentaires pour le CALQ**

Se référant aux résultats d'une évaluation des besoins économiques et financiers du secteur menée en 1999-2000, le Mouvement pour les arts et les lettres (M.A.L.) demande depuis sa création en 2000 que le budget récurrent du CALQ soit porté à 90 millions \$. Cette somme n'a toutefois pas été indexée ni réévaluée depuis ce temps alors que les besoins associés à l'évolution et la transformation du secteur ont crû.

Le nouvel exercice d'évaluation réalisé dans le cadre de la présente étude fixe les besoins économiques et financiers permettant une consolidation financière du secteur des arts et des lettres à 139 millions \$ de plus annuellement. L'imputation de ce montant aux différents paliers gouvernementaux en termes de crédits budgétaires permet d'établir la part du gouvernement du Québec à 50 millions \$. Le principal interlocuteur du gouvernement du Québec pour le secteur des arts et des lettres étant le CALQ, son budget récurrent total devrait être conséquemment augmenté de 40 millions \$ (tableau I).

<sup>4</sup> Cette proportion est établie à 45 % par le CALQ dans sa publication : *L'emploi et la rémunération dans les organisations artistiques en 2003-2004*, Constats du CALQ, numéro 11, mars 2006, p.4

<sup>5</sup> Conseil des arts et des lettres du Québec, *Le financement privé des arts et des lettres au Québec*, Constats du CALQ, Numéro 5, Juillet 2003, p.7

<sup>6</sup> Conseil des arts et des lettres du Québec, *Rapport annuel 2006-2007*, novembre 2007

<sup>7</sup> Commission de l'administration publique, *Audition du Président-directeur général du Conseil des arts et des lettres du Québec concernant son rapport annuel*, Les travaux parlementaires, 38e législature, 1ère session, Journal des débats, mercredi 14 novembre 2007, 10h, vol 40 no 7

**Étude sur les défis et les besoins économiques  
du secteur québécois des arts et des lettres**

Sommaire du rapport final | janvier 2008

**Tableau I – Répartition des besoins financiers selon les sources de revenus et part des besoins à combler par le CALQ**

<b>Estimé des besoins financiers totaux pour consolider le secteur en 2006-2007 :</b>		<b>139 M\$</b>	
<b>Répartition selon les sources de revenus</b>	<b>% des revenus</b>	<b>Besoins économiques et financiers</b>	<b>Crédits budgétaires (+10%*)</b>
Revenus autonomes	37%	51 M\$	
Soutien municipal et régional	5%	7 M\$	
<b>Soutien du gouvernement du Québec</b>	<b>33%</b>	<b>46 M\$</b>	<b>50 M\$</b>
Soutien du gouvernement fédéral	25%	35 M\$	
<b>Répartition du soutien du gouvernement du Québec</b>	<b>% de la part assumée</b>	<b>Besoins économiques et financiers</b>	<b>Crédits budgétaires (+10%*)</b>
<b>CALQ</b>	<b>80%</b>	<b>37 M\$</b>	<b>40 M\$</b>
Autres (SODEC, MCCCCF)	20%	9 M\$	10 M\$
	<b>Réel</b>	<b>Budget nécessaire</b>	
<b>Budget de CALQ en 2006-2007</b>	<b>85 M\$</b>	<b>125 M\$</b>	

\* Correspond aux coûts de fonctionnement des instances gouvernementales. Ce 10% s'ajoute aux sommes nécessaires pour combler les besoins économiques et financiers du secteur.

**Au financement accru s'ajoute la nécessité d'une réflexion de fond**

Plus de 10 ans après sa création, les programmes de bourses et subventions du CALQ ne sont pas en mesure de répondre adéquatement aux besoins des artistes et des organismes du secteur. Le secteur des arts et des lettres est d'autant plus fragilisé qu'il doit composer avec des défis majeurs associés à son évolution et aux transformations qu'elle suppose. Le sous-financement du secteur menace la vitalité du secteur en minant la capacité des artistes et des organismes à satisfaire les standards d'excellence et à assumer pleinement leur mission artistique et sociale.

Le secteur des arts et des lettres est aux prises avec des impératifs majeurs qui commandent des investissements immédiats. Il ne peut être entretenu dans une logique de survie sans que des effets néfastes apparaissent. L'accroissement du financement public n'est certes pas la seule solution aux défis actuels du secteur des arts et des lettres. Déjà entamé par différents milieux à travers la tenue récente de grands exercices, une réflexion de fond concernant l'ensemble du secteur est nécessaire pour notamment repenser les modes et les formes d'aides publiques qui pourraient plus efficacement soutenir l'essor du secteur. Travailler sur la base d'engagements financiers gouvernementaux suffisants et continus, établis dans une vision à long terme de développement et de compétitivité, apparaît toutefois comme un levier essentiel pour l'existence et l'essor du secteur.

## Étude sur les défis et les besoins économiques du secteur québécois des arts et des lettres

Sommaire du rapport final | janvier 2008

---

### **Les arts et les lettres, bien plus que des retombées économiques**

Les organismes soutenus par le gouvernement du Québec contribuent à l'essor économique du Québec par les revenus générés, les emplois créés, les cachets, les droits et les salaires versés. Toutefois, l'investissement public dans le secteur des arts et des lettres ne peut être évalué par la seule loupe des retombées économiques. Les budgets consacrés au secteur des arts et des lettres représentent une portion très modeste des dépenses gouvernementales et les arts et les lettres constituent un secteur où, globalement, il demeure peu onéreux de créer de l'emploi.

Les bénéfices sociaux des arts et des lettres sont d'autant plus significatifs qu'ils sont reconnus nécessaires pour la société québécoise. Les arts et les lettres constituent un facteur de cohésion et de différenciation. En plus de contribuer à l'enrichissement des individus et de la société, ils sont des véhicules d'échanges, de promotion et de rayonnement du Québec à l'échelle internationale. Un secteur des arts et des lettres dynamique sur l'ensemble du territoire québécois contribue tant à renforcer le sentiment d'appartenance et la fierté locale et régionale qu'à stopper l'exode des artistes et des travailleurs culturels des régions du Québec. D'autant plus que les régions du Québec sont de véritables pépinières de talents.

Malgré quelques succès éclatants, le secteur est à un tournant de son histoire, les contextes d'évolution se transforment, les défis sont de taille et les risques d'un recul néfaste sont préoccupants. Une société avancée comme le Québec ne peut se priver de la valeur ajoutée des arts et des lettres en termes de créativité, d'innovation et de modernité, ni de l'ouverture sur le monde qu'ils permettent.

Le sous-financement chronique des arts et des lettres met en péril le secteur. Il commande tant des investissements immédiats que l'affirmation d'une vision à long terme. Cette dernière doit permettre de dépasser l'actuelle perpétuation d'un modèle et d'un niveau de financement public qui ne permet pas des avancées majeures, déterminantes et durables quant à l'intégration des nouvelles réalités et à l'offre de conditions de pratiques et de vie acceptables aux artistes, aux artisans, aux écrivains et aux travailleurs du secteur des arts et des lettres.